

**Art. 2.** In artikel 3 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Regering van 22 februari 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2, lid 1, worden de woorden "geneesheer van de inrichting" vervangen door de woorden "controlearts";

2° in § 3 worden de woorden "bij de controle-inrichting" vervangen door de woorden "bij de controlearts".

**Art. 3.** In artikel 5*bis* van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Regering van 16 maart 1999, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "aan de inrichting" worden vervangen door de woorden "aan de controlearts";

2° de woorden "per fax" worden opgeheven.

**Art. 4.** In artikel 6 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Regering van 16 maart 1999, worden de woorden "de inrichting ermee belasten één van haar artsen aan te wijzen om" vervangen door de woorden "de controlearts ermee belasten".

**Art. 5.** In artikel 7 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het besluit van de Regering van 22 februari 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1, lid 1, wordt vervangen als volgt :

"Bij afwezigheden van meerdere dagen kan de ambtenaar-controleur of het inrichtingshoofd resp. de directeur of, indien deze afwezig is, zijn plaatsvervanger bij de controlearts erom verzoeken dat het personeelslid op zijn woonplaats of op zijn gewone verblijfplaats wordt onderzocht. De controlearts kan ook op eigen initiatief beslissen een controleonderzoek op de woonplaats of gewone verblijfplaats van het personeelslid uit te voeren."

2° in § 1, lid 2, worden de woorden "de door de inrichting aangewezen controlearts" vervangen door de woorden "de controlearts";

3° in § 4, lid 3, worden de woorden "de inrichting" vervangen door de woorden "de controlearts";

4° er wordt een § 6 ingevoegd, luidende :

"§ 6. Wanneer hij beslist het personeelslid al dan niet arbeidsongeschikt te verklaren, kan de controlearts - teneinde zich in te dekken - dit personeelslid naar een geneesheer-specialist verwijzen om een gespecialiseerd advies in te winnen. De Regering draagt de daaruit voortvloeiende kosten."

**Art. 6.** In artikel 9 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Regering van 16 maart 1999, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de bepaling onder 2° wordt vervangen als volgt :

"2° controlearts;";

2° de bepaling onder 3° wordt opgeheven.

**Art. 7.** Dit besluit treedt in werking op 1 april 2010.

**Art. 8.** De Minister bevoegd voor Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Eupen, 17 december 2009.

Voor de Regering van de Duitstalige Gemeenschap,

De Minister-President,  
Minister van Lokale Besturen,  
K.-H. LAMBERTZ

De Minister van Onderwijs, Opleiding en Werkgelegenheid,  
O. PAASCH

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2010 — 927

[2010/201274]

**26 FEVRIER 2010. — Arrêté ministériel fixant la procédure et les conditions permettant la requalification de lits de maison de repos en lits de maison de repos et de soins et la requalification de places de centre d'accueil de jour en places de centre de soins de jour**

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des chances,

Vu le décret du 30 avril 2009 relatif à l'hébergement et à l'accueil des personnes âgées, notamment l'article 6, § 2, 2°;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 octobre 2009 portant exécution du décret du 30 avril 2009 relatif à l'hébergement et à l'accueil des personnes âgées, notamment les articles 4 et 12;

Vu le protocole n° 3 du 13 juin 2006 conclu entre le Gouvernement fédéral et les autorités visées aux articles 128, 130, 135 et 138 de la Constitution concernant la politique de la santé à mener à l'égard des personnes âgées;

Vu l'avis de la Commission wallonne des Aînés du Conseil wallon de l'Action sociale et de la Santé, donné le 21 janvier 2010;

Vu l'avis n° 47.753/4 du Conseil d'Etat, donné le 22 février 2010, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003;

Considérant que le décret du 30 avril 2009 relatif à l'hébergement et à l'accueil des personnes âgées a été exécuté par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 octobre 2009;

Considérant la délégation donnée à la Ministre,

Arrête :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions générales*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

**Art. 2.** Au sens du présent arrêté, on entend par :

1<sup>o</sup> l'arrêté : l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 octobre 2009 portant exécution du décret du 30 avril 2009 relatif à l'hébergement et à l'accueil des personnes âgées;

2<sup>o</sup> l'administration : la Direction générale opérationnelle Pouvoirs locaux, Action sociale et Santé;

3<sup>o</sup> le résident fortement dépendant : le résident répondant aux critères de dépendance tels que stipulés à l'article 148, 3<sup>o</sup>, de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994 en ce qui concerne les maisons de repos et de soins et à l'article 148bis, 3<sup>o</sup>, du même arrêté en ce qui concerne les centres de soins de jour.

#### CHAPITRE II. — *Requalification de lits de maison de repos en lits de maison de repos et de soins*

**Art. 3.** Pour être recevable, outre le respect des dispositions contenues dans l'article 14 de l'arrêté, la demande d'accord de principe visant la requalification de lits de maison de repos en lits de maison de repos et de soins doit être introduite par le gestionnaire de l'établissement auprès de l'administration entre le 1<sup>er</sup> avril et le 30 avril de l'année en cours.

Pour le 15 septembre de l'année en cours au plus tard, selon les disponibilités, la Ministre statue sur l'ensemble des demandes de requalification recevables.

**Art. 4.** Les établissements qui demandent la requalification de lits de maison de repos en lits de maison de repos et de soins doivent répondre aux critères suivants :

1<sup>o</sup> capacité de respecter au moment de la demande du titre de fonctionnement, les normes architecturales et les normes d'organisation visées à l'annexe 1<sup>re</sup> - Maisons de repos et de soins - de l'arrêté royal du 21 septembre 2004 fixant les normes pour l'agrément spécial comme maison de repos et de soins ou comme centre de soins de jour ou comme centre pour lésions cérébrales acquises;

2<sup>o</sup> disposer d'une capacité d'hébergement d'au moins 40 lits, lits de court séjour exclus;

3<sup>o</sup> pour les établissements disposant déjà de lits de maison de repos et de soins, présence au 1<sup>er</sup> avril de l'année en cours, certifiée par une déclaration sur l'honneur dont le modèle est délivré par l'administration, signée par le directeur, le médecin coordonnateur et conseiller et l'infirmier(ère) en chef, d'un nombre de résidents fortement dépendants dépassant le nombre de lits de maison de repos et de soins bénéficiant d'un titre de fonctionnement ou d'un accord de principe de l'établissement;

4<sup>o</sup> pour les établissements qui, au 1<sup>er</sup> avril de l'année en cours, ne disposent pas encore de lits de maison de repos et de soins agréés ou en accord de principe, présence justifiée par le document INAMI relatif au plus récent calcul de l'intervention d'au moins 25 résidents qui peuvent être considérés comme résidents fortement dépendants, bénéficiaires ou non-bénéficiaires;

5<sup>o</sup> maintien du caractère mixte de l'établissement qui préservera un rapport maximum de 90 % entre la capacité en lits de maison de repos et de soins et la capacité totale de l'établissement, lits de court séjour exclus.

**Art. 5.** En plus des critères de priorité visés à l'article 15 de l'arrêté, il est tenu compte subsidiairement :

1<sup>o</sup> des établissements qui ne disposent pas encore de lits de maison de repos et de soins bénéficiant d'un titre de fonctionnement ou en accord de principe;

2<sup>o</sup> des établissements dont le nombre de résidents fortement dépendants dépasse largement le nombre de lits de maison de repos et de soins bénéficiant d'un titre de fonctionnement.

#### CHAPITRE III. — *Requalification de places de centre d'accueil de jour en places de centre de soins de jour*

**Art. 6.** Pour être recevable, outre le respect des dispositions contenues dans l'article 14 de l'arrêté, la demande d'accord de principe visant la requalification de places de centre d'accueil de jour en places de centres de soins de jour, doit être introduite par le gestionnaire de l'établissement auprès de l'administration et être accompagnée du questionnaire d'identification délivré par celle-ci.

Selon les disponibilités, le Ministre statue dans les trois mois de l'avis rendu par la Commission wallonne des Aînés.

**Art. 7.** Les établissements qui demandent la requalification de places de centre d'accueil de jour en places de centre de soins de jours doivent répondre aux critères suivants :

1<sup>o</sup> capacité de respecter au moment de la demande du titre de fonctionnement, les normes d'organisation visées à l'annexe 2 - Centre de soins de jour - de l'arrêté royal du 21 septembre 2004 fixant les normes pour l'agrément spécial comme maison de repos et de soins ou comme centre de soins de jour ou comme centre pour lésions cérébrales acquises;

2° pour les établissements disposant déjà de places de centre de soins de jour, présence au moment de l'introduction de la demande, certifiée par une déclaration sur l'honneur dont le modèle est délivré par l'administration, signée par le directeur, d'un nombre de résidents fortement dépendants dépassant le nombre de places de centres de soins de jour bénéficiant déjà d'un titre de fonctionnement;

3° pour les établissements qui ne disposent pas encore de places de centre de soins de jour, présence au moment de l'introduction de la demande, certifiée par une déclaration sur l'honneur dont le modèle est délivré par l'administration, signée par le directeur, du nombre de résidents fortement dépendants correspondant à la demande.

**Art. 8.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 26 février 2010.

Mme E. TILLIEUX

—————

VERTALING

**WAALSE OVERHEIDSDIENST**

N. 2010 — 927

[2010/201274]

**26 FEBRUARI 2010. — Ministerieel besluit tot bepaling van de procedure en de voorwaarden voor de herkwalificatie van bedden van rustoorden in bedden van rust- en verzorgingstehuizen en voor de herkwalificatie van de plaatsen van dagopvangcentra in plaatsen van dagverzorgingscentra**

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Gelet op het decreet van 30 april 2009 betreffende de huisvesting en de opvang van bejaarde personen, inzonderheid op artikel 6, § 2, 2°;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 15 oktober 2009 tot uitvoering van het decreet van 30 april 2009 betreffende de opvang en de huisvesting van bejaarde personen, inzonderheid op de artikelen 4 en 12;

Gelet op protocol nr. 3 van 13 juni 2006 gesloten tussen de federale Regering en de overheden bedoeld in de artikelen 128, 130, 135 en 138 van de Grondwet betreffende het gezondheidsbeleid dat ten opzichte van de bejaarde personen gevoerd moet worden;

Gelet op het advies van de "Commission wallonne des Aînés du Conseil wallon de l'Action sociale et de la Santé" (Waalse Seniorencommissie van de Waalse Raad voor Sociale Actie en Gezondheid), gegeven op 21 januari 2010;

Gelet op het advies nr. 47.753/4 van de Raad van State, gegeven op 22 februari 2010, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals gewijzigd bij de wet van 2 april 2003;

Overwegende dat het decreet van 30 april 2009 betreffende de opvang en de huisvesting van bejaarde personen uitgevoerd is bij het besluit van de Waalse Regering van 15 oktober 2009;

Gelet op de aan de Minister toegekende delegatie,

Besluit :

**HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen**

**Artikel 1.** Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

**Art. 2.** In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° het besluit : het besluit van de Waalse Regering van 15 oktober 2009 tot uitvoering van het decreet van 30 april 2009 betreffende de opvang en de huisvesting van bejaarde personen;

2° het bestuur : het Operationeel Directoraat-generaal Plaatselijke Besturen, Sociale Actie en Gezondheid;

3° de sterk afhankelijke bewoner : de bewoner die voldoet aan de afhankelijkheidscriteria zoals bedoeld in artikel 148, 3°, van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, wat betreft de rust- en verzorgingstehuizen en in artikel 148bis, 3°, van hetzelfde besluit wat betreft de dagverzorgingscentra.

**HOOFDSTUK II. — Herkwalificatie van bedden van rustoorden in bedden van rust- en verzorgingstehuizen**

**Art. 3.** Om ontvankelijk te zijn, moet de aanvraag om principeakkoord die de herkwalificatie van bedden van rustoorden in bedden van rust- en verzorgingstehuizen beoogt, naast de naleving van de bepalingen bedoeld in artikel 14 van het besluit, tussen 1 april en 30 april van het lopende jaar door de beheerder van de inrichting ingediend worden bij het bestuur.

Uiterlijk vóór 15 september van het lopende jaar beslist de Minister volgens de beschikbaarheden over het geheel van de ontvankelijke herkwalficatieaanvragen.

**Art. 4.** De inrichtingen die om de herkwalficatie van bedden van rustoorden in bedden van rust- en verzorgingstehuizen verzoeken, moeten aan de volgende criteria voldoen :

1° bekwaam zijn om bij de indiening van de aanvraag van de werkingsvergunning de architectonische normen en de organisatorische normen na te leven die bedoeld zijn in bijlage 1 - Rust- en verzorgingstehuizen - bij het koninklijk besluit van 21 september 2004 houdende vaststelling van de normen voor de bijzondere erkenning als rust- en verzorgingstehuis, als centrum voor dagverzorging of als centrum voor niet aangeboren hersenletsels;

2° over een huisvestingscapaciteit beschikken voor minstens 40 bedden, met uitzondering van de bedden voor het kortstondig verblijf;

3° voor de inrichtingen die reeds beschikken over bedden van rust- en verzorgingstehuizen, aanwezigheid op 1 april van het lopende jaar, bevestigd door een verklaring op erewoord waarvan het model door het bestuur afgegeven wordt, en getekend door de directeur, de coördinerend en raadgevend arts en de hoofdverpleegkundige, van een aantal sterk afhankelijke bewoners, dat hoger is dan het aantal bedden van rust- en verzorgingstehuizen die in aanmerking komen voor een werkingsvergunning of voor een principeakkoord van de inrichting;

4° voor de inrichtingen die op 1 april van het lopende jaar nog niet beschikken over bedden van erkende rust- en verzorgingstehuizen of waarvoor een principeakkoord ondertekend is, is aanwezigheid gerechtvaardigd door het RIZIV-document betreffende de meest recente berekening van de bijdrage voor minstens 25 bewoners die beschouwd kunnen worden als sterk afhankelijke bewoners en die daarvoor al dan niet in aanmerking komen;

5° handhaving van het gemengde karakter van de inrichting die een maximale verhouding van 90 % tussen de capaciteit in bedden van rust- en verzorgingstehuizen en de totale capaciteit van de inrichting, met uitzondering van de bedden voor kortstondig verblijf zal bewaren.

**Art. 5.** Naast de in artikel 15 van het besluit bedoelde prioriteitscriteria wordt subsidiair rekening gehouden met :

1° de inrichtingen die nog niet beschikken over bedden van rust- en verzorgingstehuizen die in aanmerking komen voor een werkingsvergunning of een principeakkoord;

2° de inrichtingen waarvan het aantal sterk afhankelijke bewoners aanzienlijk hoger is dan het aantal bedden van rust- en verzorgingstehuizen die in aanmerking komen voor een werkingsvergunning.

### HOOFDSTUK III. — *Herkwalficatie van de plaatsen van dagopvangcentra in plaatsen van dagverzorgingscentra*

**Art. 6.** Om ontvankelijk te zijn, moet de aanvraag om principeakkoord die de herkwalficatie van plaatsen van dagopvangcentra in plaatsen van dagverzorgingscentra beoogt, naast de naleving van de bepalingen bedoeld in artikel 14 van het besluit, door de beheerder van de inrichting ingediend worden bij het bestuur en vergezeld gaan van het door laatstgenoemde afgegeven identificatieformulier.

Volgens de beschikbaarheden beslist de Minister binnen drie maanden na ontvangst van het advies uitgebracht door de "Commission wallonne des Aïnés".

**Art. 7.** De inrichtingen die om de herkwalficatie van de plaatsen van dagopvangcentra in plaatsen van dagverzorgingscentra verzoeken, moeten aan de volgende criteria voldoen :

1° bekwaam zijn om bij de indiening van de aanvraag van de werkingsvergunning de organisatorische normen na te leven die bedoeld zijn in bijlage 2 - Centra voor dagverzorging - bij het koninklijk besluit van 21 september 2004 houdende vaststelling van de normen voor de bijzondere erkenning als rust- en verzorgingstehuis, als centrum voor dagverzorging of als centrum voor niet aangeboren hersenletsels;

2° voor de inrichtingen die reeds beschikken over plaatsen van dagopvangcentra, aanwezigheid bij de indiening van de aanvraag, bevestigd door een verklaring op erewoord waarvan het model door het bestuur afgegeven wordt, en getekend door de directeur, van een aantal sterk afhankelijke bewoners, dat hoger is dan het aantal plaatsen van dagopvangcentra die reeds in aanmerking komen voor een werkingsvergunning;

3° voor de inrichtingen die nog niet beschikken over plaatsen van dagopvangcentra, is aanwezigheid bij de indiening van de aanvraag, bevestigd door een verklaring op erewoord waarvan het model door het bestuur afgegeven wordt, en getekend door de directeur, van het aantal sterk afhankelijke bewoners, dat met de aanvraag overeenstemt.

**Art. 8.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Namen, 26 februari 2010.

Mevr. E. TILLIEUX